



Babyar/Sipa Press

LE CASSE-TÊTE DE LA DETTE

In Frankreich nimmt die Staatsverschuldung trotz der hehren Versprechen von Nicolas Sarkozy noch dramatischere Formen als in Deutschland an. Kann die Entwicklung so weitergehen? Von Linda Cortey. mittel

En 2007, la France l'avait promis : elle ramènerait sa dette publique sous les 60 % du produit intérieur brut (PIB) en 2012, comme le lui demandait la Commission européenne. La dette était alors de 64 %. Deux ans plus tard, le **ministère du**

Budget évoque une dette publique s'élevant à 77 % du PIB pour fin 2009 ! Et elle pourrait atteindre 88 % du PIB en 2012. Une situation **due** à la crise mais aussi à la **gestion** de la dette. Pour **lutter** contre la crise économique, la France a adopté un plan de

relance de 26 milliards d'euros. Mais pour **débloquer** cette somme, le gouvernement ne peut pas utiliser son budget **annuel** puisque celui-ci présentait déjà avant la crise un déficit correspondant à 2,7 % du PIB. En clair, cela signifie que les **recettes** de l'État ne suffisaient déjà pas à payer les dépenses classiques. Le déficit public a d'ailleurs explosé cette année puisque la crise a fait baisser les **retrées fiscales** et augmenter les dépenses, comme l'**assurance chômage**. L'État aurait pu augmenter les **impôts** mais cela n'aurait pas arrangé la situation des entreprises et des consommateurs. De plus, le gouvernement ayant toujours refusé de les augmenter, il n'allait pas changer de politique en pleine crise économique. Il ne restait donc qu'une seule solution, l'**emprunt** (☞ encadré « Une tradition française », p. 23).

Un gouffre grandissant

Ce ne sont pas les premières dettes du pays, **loin de là**. L'État et la **Sécurité sociale**, par exemple, ont régulièrement emprunté pour investir ou pour financer leurs déficits. Ils **ont** ainsi **accumulé** une dette publique de plus de 1 400 milliards d'euros.

Avec le **lancement** d'« un grand emprunt », la dette va encore augmenter. Le Président Nicolas Sarkozy **compte** en effet réunir plusieurs dizaines de milliards d'euros pour soutenir l'économie dans des secteurs stratégiques, comme l'économie **numérique** ou le développement **durable**. La dette de la France **dépassera** alors 1 500 milliards d'euros.

Le problème, c'est que la France a l'habitude d'**alourdir** sa dette quand ça va mal, sans jamais la diminuer quand ça va mieux. Il y a 25 ans, la dette publique atteignait 200 milliards



AFP/Gettyimages

Une tradition française

Le grand emprunt **est** en général **contracté** auprès des **particuliers** et doit permettre à l'État de lancer de grands investissements. La France **a émis** une dizaine d'emprunts en 200 ans. Si le premier, l'emprunt Richelieu de 1818, a lancé la modernisation du pays, d'autres se sont mal terminés. En **indexant** son emprunt **sur l'or** en 1973, Valéry Giscard d'Estaing, alors ministre de l'Économie et des Finances, avait eu une très mauvaise idée. En tout, l'État avait dû rembourser 93 milliards de francs pour... 7,5 milliards empruntés.

Comparatif France-Allemagne

- L'Allemagne a emprunté 49 milliards d'euros cette année, la France 26 milliards d'euros.
- En 2010, l'Allemagne aurait une dette publique s'élevant à 72,3 % de son PIB et la France à 80 % du sien (**sans compter** le grand emprunt décidé par Nicolas Sarkozy).
- Les intérêts de la dette atteignent environ 50 milliards d'euros par an en France et 71 milliards d'euros en Allemagne.
- En France, le déficit public devrait atteindre 6,6 % du PIB cette année puis 8,3 % en 2010, selon l'Organisation de coopération et de développement économique (**OCDE**). En Allemagne, il doit atteindre 4,5 % cette année puis 6,8 % en 2010.

d'euros, soit 28,8 % du PIB. Depuis, elle n'a jamais diminué, dépassant même le **cap** des 1 000 milliards d'euros en 2003. Résultat : le **service de la dette** est devenu le deuxième poste budgétaire de l'État, après l'Éducation nationale. Les **intérêts** payés chaque année **représentent l'équivalent de** l'impôt sur le **revenu**, soit entre 40 et 50 milliards d'euros.

L'effet boule de neige

L'annonce par le Président du lancement d'un grand emprunt **a fait couler beaucoup d'encre** en France. Le pays n'est-il pas déjà assez endetté ? Si, **estime** la droite libérale qui rappelle qu'un particulier **est surendetté** si ses emprunts dépassent 66 % de ses revenus.

Cela n'a rien à voir, répondent des **économistes classés** à gauche : l'État est quasiment immortel, il peut se permettre d'avoir une grosse dette, car il peut prendre son temps pour la rembourser. Il serait donc normal, en

période de crise, d'utiliser la dette pour soutenir l'économie. En plus, la France est un pays très stable qui n'a aucune difficulté pour emprunter sur les marchés financiers.

Cela va changer, estiment plusieurs économistes classés à droite. Avec la crise actuelle, beaucoup de pays empruntent, ce qui va **faire grimper** les **taux** d'intérêt et rendre la dette encore plus chère. L'État risquerait alors de ne plus avoir assez d'argent pour payer les intérêts de la dette et celle-ci grossirait sans arrêt, c'est ce qu'on appelle l'effet boule de neige des intérêts. Les investisseurs n'auraient plus confiance et demanderaient des taux d'intérêt très élevés.

Pas forcément, jugent leurs opposants, qui rappellent qu'avec une dette de 160 % du PIB en 2004, le Japon n'avait aucune difficulté à emprunter sur les marchés. Et la Belgique, qui avait une dette de 137 % en 1993, a réussi à la ramener à 84 % du PIB en 2006. ■

le casse-tête	hier: das Dauerproblem
la dette (publique)	die (Staats)Verschuldung
le PIB [peibe]	das Bruttoinlandsprodukt (BIP)
le ministère du Budget	entspr. dem Finanzministerium
évoquer	für möglich halten
dû,ue [dy] à	verursacht durch
la gestion	der Umgang
lutter	bekämpfen
la relance	die Konjunkturbelebung
débloquer	freimachen
annuel,le	Jahres-
la recette	die Einnahme
les rentrées (f/pl) fiscales	die Steuereinnahmen
l'assurance (f) chômage	die Arbeitslosenversicherung
l'impôt (m)	die Steuer
l'emprunt [ɑ̃prɑ̃] (m)	die Anleihe, der Kredit
Un gouffre grandissant	
le gouffre	der Abgrund
loin de là	bei weitem nicht
la Sécurité sociale	die frz. Sozialversicherung
accumuler	anhäufen
le lancement	das Auflegen
compter faire qc numérique	beabsichtigen Digital-
durable	nachhaltig
dépasser	übersteigen
alourdir	erhöhen
le cap	die Schwelle
le service de la dette	Zins und Tilgung
l'intérêt (m)	der Zins
représenter l'équivalent de	entsprechen
le revenu	das Einkommen
L'effet boule de neige	
l'effet (m) boule de neige	der Schneeball-effekt
faire couler beaucoup d'encre	hier: die Gemüter erregen
estimer	meinen
être surendetté,e [syʁɑ̃dɛtɛ]	überschuldet sein
l'économiste (m)	der Wirtschaftswissenschaftler
classé,e	nahestehend
faire grimper	in die Höhe treiben
le taux [to]	der Satz
pas forcément	nicht unbedingt
Une tradition française	
contracter	aufnehmen
le particulier	die Privatperson
émettre	ausgeben
indexer [ɛ̃dɛksɛ] sur l'or	an den Goldpreis koppeln
Comparatif France-Allemagne	
sans compter [kɑ̃tɛ]	nicht mitgezählt
l'OCDE (f)	die OECD